

DUP prison – Déclaration TAE –

Chers collègues,

Une fois n'est pas coutume, il est important de préciser que nous partageons « le coup de sang » de Lamine Naham à propos de la future prison publié dans la presse du 10 octobre dernier.

Nous partageons avec lui qu'il est insupportable et intolérable que le Maire ne soit pas informé qu'un projet aussi important se ferait en partie sur Trélazé. Si cela est réellement le cas, c'est purement scandaleux (on est même d'ailleurs en droit de s'interroger sur le cadre réglementaire d'une telle manœuvre...).

Mais ce n'est pas uniquement le Maire qui est squeezé dans cette affaire. C'est l'ensemble du Conseil Municipal, qui rappelons-le constitue la représentation légitime de la population, et par la même, c'est l'ensemble de la population qui est mise à l'écart. Nous supposons que des échanges en comité restreint, entre personnes non élu-e-s notamment (techniciens, spécialistes, experts...) et pour certaines éloignées des réalités locales que nous connaissons ici, ont abouti à cette évolution du projet. Ces décideurs se targueront sans doute de consultations ciblées et de débats trop complexes ou chronophages pour être abordés au sein des différentes instances d'élu-e-s... Peut-être oseront-ils vanté une méthode qui court-circuite avec mépris le travail avec les différents élu-e-s qui sont réellement détenteurs de mandats de leurs administrés. Rien d'étonnant lorsque l'on voit comment le pouvoir montre l'exemple en bafouant régulièrement le Parlement...

Pour en revenir au débat sur la prison, rappelons que le projet initial avait été largement discuté au sein du conseil municipal et avait fait l'objet, à l'issue de ces échanges, d'un vote unanime. Le débat possède donc de belles vertus !

Sur le fond, concernant la prison, nous considérons qu'il aurait été plus sage d'en rester au projet initial. La volonté de l'État de vouloir faire des mégastructures pour incarcérer toujours plus de prisonniers à moindre coût ne répond pas à l'objectif de travailler à la réinsertion et s'oppose souvent à l'hostilité des populations. La volonté affichée par le préfet d'aller au bout coûte que coûte, et vite, ne nous rassure pas parce qu'il y a matière à travailler avec les élu-e-s des autres communes concernées, et même bien plus largement. Un tel équipement aura en effet un impact sur l'ensemble de l'agglo et bien au-delà. Il faut aussi associer les habitants car il est inenvisageable d'imposer un tel projet, non débattu lors des précédentes élections municipales, sans leur adhésion.

Sur la forme maintenant, Lamine Naham et vous, chers collègues de la majorité municipale, venez de vivre ce que nous, nous subissons au quotidien : la politique du fait accompli ! Certes, les instances en charge du projet de la prison n'oseront sans doute pas invoquer une démarche de « démocratie directe » pour squeezé la démocratie représentative et le rôle des élus... Ils n'oseront sans doute pas non plus théoriser cette pratique en déclarant avec mépris que les élu-e-s locaux ne s'adonnent qu'à des discussions de café du commerce.

Nous espérons sincèrement que cette mésaventure regrettable vous incitera aussi à modifier vos pratiques en replaçant le débat et la co-construction au cœur de notre assemblée municipale.